

***REHABILITATION ET EXTENSION DE L'HOPITAL DE
FELLERIES – LIESSIES 21 RUE DU VAL JOLY
59 740 FELLERIES***

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Marché négocié suite à concours restreint
(article R2172-2 du Code de la Commande Publique)



Concours n°

20250063

SOMMAIRE

Article 1 - ACRONYMES ET PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
1.1 - Acronymes / abréviations.....	5
1.2 - Ordre de priorité des pièces contractuelles du marché.....	6
Article 2 - PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS DANS L'OPERATION	7
2.1 - Organisation du maître d'ouvrage	7
2.1.a) Représentant du maître d'ouvrage	7
2.1.b) Intervenants liés directement au pouvoir adjudicateur (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, Contrôle technique, Coordination Sécurité et Protection de la santé)	8
2.2 - Modalités de la collaboration.....	10
2.3 - Organisation de la maître d'œuvre / du groupement.....	10
2.3.a) Représentant de la maîtrise d'œuvre / du groupement	10
2.3.b) Cotraitance	10
2.3.c) Sous-traitance.....	10
Article 3 - OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHE (Missions de maîtrise d'œuvre).....	12
3.1 - Dispositions générales.....	12
3.1.a) Objet	12
3.1.b) Lieu d'exécution.....	12
3.1.c) Catégorie d'ouvrage et nature des travaux.....	12
3.1.d) Enveloppe prévisionnelle des travaux.....	13
3.1.e) Décomposition en tranches.....	13
3.1.f) Prestations similaires.....	14
3.1.g) Cession de créances / modification de contrat	14
3.2 - Les éléments de missions confiées au maître d'œuvre : Missions de base	14
3.2.a) Etudes d'Esquisse (ESQ).....	15
3.2.b) Etudes d'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS)	15
3.2.c) Etudes d'AVANT-PROJET définitif (APD).....	16
3.2.d) Etudes DE PROJET (PRO).....	18
3.2.e) ASSISTANCE pour la passation des Contrats des Travaux (ACT).....	19
3.2.f) VISA DES ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE	21
3.2.g) DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DE TRAVAUX (DET).....	22
3.2.h) ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (OPR).....	23
3.3 - Les éléments de missions confiées au maître d'œuvre : Missions complémentaires	24
3.3.a) Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)	24
3.3.b) Mission Système de sécurité incendie (SSI)	25
3.3.c) Mission BIM DOE	27
Article 4 - MODALITES DE REALISATION DES PRESTATIONS	27
4.1 - Ordres de service relatifs au marché de maîtrise d'œuvre	27

4.2 -	Sous-traitance.....	28
4.3 -	Modalités de présentation des documents.....	28
4.4 -	Exécution de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre DET	28
4.5 -	Exécution de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre AOR	30
4.6 -	Engagement du titulaire sur la date de livraison – Prolongation de la durée du chantier	30
4.7 -	Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre	30
Article 5 -	CLAUSES FINANCIERES.....	31
5.1 -	Caractère et contenu du prix.....	31
5.2 -	Engagement du maître d'œuvre	31
5.2.a)	Enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (CO)	31
5.2.b)	Coût prévisionnel des travaux (CPT).....	32
5.2.c)	Coût de référence des travaux (CRT).....	32
5.2.d)	Coût total définitif des travaux (CTD) après achèvement de l'ouvrage	33
5.3 -	Variation des prix.....	34
5.4 -	Avance	34
5.4.a)	Avance versée au maître d'œuvre.....	34
5.4.b)	Les avances versées aux sous-traitants	34
5.5 -	Modalités de règlement	35
5.5.a)	Lutte contre les fraudes aux faux ordres de virement	35
5.5.b)	Délais de paiement	35
5.5.c)	Intérêts moratoires.....	35
5.5.d)	Présentation des demandes de paiement.....	35
5.5.e)	Acomptes.....	36
5.5.f)	Demande de paiement finale et Décompte général des éléments de mission réglementaires ...	37
5.5.g)	Retenue de garantie	38
Article 6 -	PENALITES.....	38
Article 7 -	CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS : opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet.....	42
Article 8 -	ASSURANCES.....	43
8.1 -	Concernant le titulaire.....	43
8.2 -	Concernant le maître d'ouvrage.....	43
Article 9 -	CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL.....	44
9.1 -	Obligation de confidentialité.....	44
9.2 -	Protection des données à caractère personnel.....	44
Article 10 -	RESPECT DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.....	48
10.1 -	Dispositif de vigilance : respect des dispositions sur le détachement de salariés, l'interdiction du travail dissimulé et l'emploi de salariés étrangers	48
10.2 -	Dispositif d'alerte dans le cadre du travail dissimulé	48
10.3 -	Dispositif d'alerte dans le cadre de l'emploi de salariés étrangers.....	49

10.4 - Dispositif d'alerte dans le cadre du paiement des salaires	49
10.5 - Dispositif d'alerte dans le cadre de l'hébergement collectif de salariés incompatible avec la dignité humaine	49
10.6 - Dispositif d'alerte dans le cadre de l'application de la législation du travail par les sous-traitants .	49
Article 11 - RESILIATION – ARRET DES PRESTATIONS	49
11.1 - Résiliation	49
11.2 - Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique	50
11.3 - Litiges et règlement des différends	50

DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles du Cahier des Clauses Particulières sont les suivantes :

Articles du Cahier des Clauses Particulières	Articles du CCAG-MOE	Articles du CCAG-Travaux
Article 4	15.3.3	
Article 5.1	3.8.2	
Article 5.4		3.8.1
Article 5.4		14.4
Article 5.4		12.2.2
Article 5.4		12.2.4
Article 5.5		41.1.3
Article 6.5.f	11.7	
Article 6.5.f	11.8.5	
Article 6.5.f	11.8.6	
Article 7	16	
Article 8	20	
Article 8	21.3	
Article 8	21.4	
Article 8	21.4.2	
Article 11	6.2	
Article 12	32.2.2.4	
Article 12	32.5	

Article 1 - ACRONYMES ET PRIORITE DES PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

1.1 - Acronymes / abréviations

Abréviations ou vocables	Définition	Abréviations ou vocables	Définition
AE	acte d'engagement	CCAG-MOE	cahier des clauses administratives générales des marchés de maîtrise d'œuvre
CCP	Code de la commande publique	Coordonnateur SPS	Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé
AMO	Assistant à Maîtrise d'Ouvrage	CT	Contrôleur Technique
BIM	building information modelling	DPGF	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
DCE	dossier de consultation des entreprises	PGC	Plan Général de Coordination
ESQ	études d'esquisse	APS	Études de conception Avant-Projet Sommaire

APD	Études de conception Avant-Projet Détaillé	PC	Permis de Construire
PRO	Études de conception Projet	EXE	Études d'Exécution
DET	direction de l'exécution du ou des marchés de travaux	OPC	ordonnancement pilotage coordination
AOR	assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement	DOE	dossiers des ouvrages exécutés
OS	Ordre de Service	SSI	systèmes de sécurité incendie

1.2 - Ordre de priorité des pièces contractuelles du marché

Dans le respect de l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans cet ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le Cahier des Clauses Particulières regroupant :
 - Le Cahier des Clauses Particulières regroupant le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) , le cahier des clauses particulières (CCTP) ;
 - et le cas échéant son annexe sur la répartition des études d'exécution ou celle relative aux obligations environnementales du maître d'œuvre ;
- le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;
- le cahier des charges BIM ;
- les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;
- la convention BIM et ses évolutions successives ;

Tout élément compris dans l'offre du TITULAIRE plus favorable au MAITRE D'OUVRAGE qu'un élément prévu dans une pièce supérieure dans l'ordre de priorité précité prévaut sur les autres pièces contractuelles.

En outre, il est rappelé que, le TITULAIRE doit, bien évidemment, se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires et autres normes en vigueur qui s'imposent à lui et régissant ses activités et l'objet du Marché.

Le TITULAIRE ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité et celle de tout autre intervenant, tel que ses sous-traitants, pour l'exécution de toutes les missions et prestations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Article 2 - PARTIES CONTRACTANTES – INTERVENANTS DANS L'OPERATION

Le présent marché est un marché public de maîtrise d'œuvre relatif à l'opération visée à l'article 1 de l'acte d'engagement et ayant pour objet la réalisation de la mission définie à **l'article 3 du Cahier des Clauses Particulières**.

L'ouvrage de bâtiment sur lequel porte la mission de maîtrise d'œuvre appartient aux catégories suivantes :

Construction neuve et Réhabilitation

Il est conclu entre :

- la personne morale désignée à l'article 4 de l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le Cahier des Clauses Particulières ;
- et le titulaire du marché désigné à l'article 2.1 de l'acte d'engagement dénommé « **maître d'œuvre** » dans le Cahier des Clauses Particulières.

Conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le maître d'œuvre.

2.1 - Organisation du maître d'ouvrage

2.1.a) Représentant du maître d'ouvrage

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Centre Hospitalier de Valenciennes établissement support des Hôpitaux Hainaut-Cambrésis agit en tant que pouvoir adjudicateur pour le compte du centre Hospitalier de Felleries-Liessies.

Le Centre Hospitalier de Valenciennes est représenté par son directeur Général Monsieur Nicolas SALVI.

CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES
Avenue Désandrouin - B.P. 479 59322 Valenciennes Cedex

MAITRE D'OUVRAGE

Le Centre Hospitalier de Felleries-Liessies est un Centre de soins spécialisé pour l'appareil locomoteur et la neurologie, pour l'addictologie et la diététique, la gériatrie et les soins polyvalents. Cet établissement de santé public est certifié par la Haute Autorité de Santé depuis 2008.

Le CHFL est représentée par : Monsieur LENNE Cyril, Directeur général et Madame CHIARELLO Barbara Directrice Déléguée. direction@hdf.fr. 03.27.56.72.03

Les interlocuteurs privilégiés de la Maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet sont Monsieur LENNE Cyril, Directeur général et Madame CHIARELLO Barbara Directrice Déléguée. direction@hdf.fr. 03.27.56.72.03.

Centre Hospitalier de Felleries-Liessies
21 Rue du Val Joly, 59740 Felleries

2.1.b) Intervenants liés directement au pouvoir adjudicateur (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, Contrôle technique, Coordination Sécurité et Protection de la santé)

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE(AMO)

Le maître d'ouvrage a confié une mission d'Assistance à Maître d'Ouvrage à AMEXIA Conseil qui exerce une mission d'assistance générale dans le suivi des études de conception (APS, APD, PRO, DET)

L'AMO est notamment l'interlocuteur principal du TITULAIRE pour toutes les questions relevant de la maîtrise d'ouvrage. Ses conditions d'interventions dans l'exécution du marché sont celles spécifiées au marché.

En cas de contradiction entre les ordres et les instructions du Pouvoir adjudicateur et de son AMO, le Groupement se réfère aux ordres et instructions du Pouvoir Adjudicateur.

Il est également précisé que :

- Le Pouvoir adjudicateur émet et notifie les ordres de service pendant l'exécution des travaux, le TITULAIRE devant s'y soumettre et notifier alors ses éventuelles réserves conformément aux procédures prévues par le marché.
- L'AMO n'exerce aucune mission de conception, et n'assume aucune responsabilité y afférente autre que celles relevant de son marché avec le Pouvoir adjudicateur. Le Groupement reste donc pleinement responsable de l'exécution de l'ensemble de ses engagements contractuels, en particulier en termes de conception et exécution de travaux, nonobstant les interventions de AMO.
- En aucun cas, la mission de l'AMO ne peut être considérée comme une immixtion dans les phases études et travaux.

Le représentant de l'AMO est AMEXIA Conseil représentée par son directeur Monsieur Guillaume GRAGLIA assurant la fonction d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage.

AMEXIA Conseil

23, boulevard Van Gogh - BP 80054

59651 VILLENEUVE D'ASCQ

Tél. : 03.20.47.23.20

CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé.

Ses missions seront les suivantes :

CODE	DESIGNATION
L	Solidité des ouvrages
S	Sécurité des personnes dans les constructions
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les habitations, les ERP et IGH, les bâtiments tertiaires et industriels
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

F	Fonctionnement des installations
Ph	Isolation acoustique des bâtiments
Th	Isolation thermique et économies d'énergie
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
ATT	Vérification de la conformité des travaux en règles d'accessibilité aux personnes handicapées
LE	Solidité des existants

Le maître d'œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve, tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

La mission de contrôle technique est assurée par : [sera complété par la MOA avant signature]

Interlocuteur : [sera complété par la MOA avant la signature]

Coordonnées : [sera complété par la MOA avant la signature]

COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)

L'opération, objet du présent marché, **relève de la Catégorie I** au sens de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, modifiés par le décret d'avril 2002, codifiés dans le Code du Travail (notamment art. L.4532-1 et s. et R. 4532-1 et s.).

L'intervention du coordonnateur oblige le TITULAIRE :

- A lui fournir à titre gracieux tous les documents nécessaires à l'accomplissement de ses missions ;
- A tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du coordonnateur le concernant, sauf avis contraire du Pouvoir adjudicateur. Notamment, il tient compte de l'ensemble des dispositions inscrites dans le Plan Général de Coordination et ses mises à jour, il doit associer le coordonnateur à ses études pendant toute la phase de conception et à son organisation de chantier ;
- A respecter à ses frais les avis et prescriptions qui lui seraient imposées, avec l'accord du Pouvoir adjudicateur par le coordonnateur dans le cadre des missions susvisées.
- La nature et l'étendue des obligations qui incombent au TITULAIRE ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

La mission de CSPS est assurée par : [sera complété par la MOA avant la signature]

Interlocuteur : [sera complété par la MOA avant la signature]

Coordonnées : [sera complété par la MOA avant la signature]

ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION

Une mission O.P.C. sera désigné au plus tard pour la validation des études d'Assistance pour la passation du contrat de travaux.

La mission d'OPC est assurée par : [sera complété par la MOA avant la signature]

Interlocuteur : [sera complété par la MOA avant la signature]

Coordonnées : [sera complété par la MOA avant la signature]

2.2 - Modalités de la collaboration

Application de l'article 3.9 du CCAG Maîtrise d'œuvre.

2.3 - Organisation de la maîtrise d'œuvre / du groupement

2.3.a) Représentant de la maîtrise d'œuvre / du groupement

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-MOE, le maître d'œuvre désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage, pour les besoins de l'exécution du marché.

Sa mission est de veiller tout au long de l'exécution du Marché du respect des engagements contractuels du Groupement.

Il est dans la capacité d'engager le Mandataire du Groupement, au nom du groupement, dans les actes nécessitant mandat social ou pouvoir délégué par le mandataire social.

2.3.b) Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est celle **souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire:**

Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur, afin de préserver les intérêts du Maître d'Ouvrage.

Le mandataire du groupement sera l'architecte.

A l'exception de l'architecte qui ne pourra être membre que d'une seule équipe, que ce soit en qualité de mandataire ou de cotraitant, les autres membres de l'équipe pourront faire acte de candidature dans deux équipes au maximum (art. R.2142-21 du code de la commande publique). Cette disposition s'applique également aux sous-traitants éventuels.

Il est rappelé que la composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché, sauf exception expressément prévues à l'article R.2142-26 du code de la commande publique.

2.3.c) Sous-traitance

Les sous-traitants ne peuvent intervenir dans l'exécution du Marché que sous réserve de leur acceptation préalable, et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage, constatés par un acte spécial signés des deux parties, conformément aux dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 et aux articles R2193-1 et suivants du code de la commande publique.

En outre, le sous-traitant doit avoir, le cas échéant, dans un délai d'au moins vingt et un jours (21) précédant le démarrage de son intervention, adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs le plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Le TITULAIRE transmet une copie du contrat de sous-traitance au Maître d'ouvrage et à l'AMO le cas échéant, si ces derniers en font la demande.

Le TITULAIRE transmet mensuellement une mise à jour de la liste des sous-traitants intervenant sur l'opération.

En cas de sous-traitance non autorisée, l'entrepreneur encourt la résiliation du marché à ses torts, dans les conditions **de résiliation du présent Cahier des Clauses Particulières art12 du présent CCP.**

Sous-traitance directe :

La désignation d'un sous-traitant en cours de Marché doit intervenir conformément aux modalités prévues par les articles R. 2193-1 et R. 2193-4 du code de la commande publique.

Le TITULAIRE remet à cet effet au Maître d'ouvrage (contre récépissé) ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration indiquant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix, ainsi que le compte à créditer pour le paiement direct ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant ;
- Les attestations d'assurances.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics, ainsi que la copie du ou des jugements prononcés si le sous-traitant est en redressement judiciaire.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du Marché du TITULAIRE et avec la répartition des travaux et prestations entre les membres du Groupement.

Le TITULAIRE doit établir en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du Marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du code de la commande publique, en produisant, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du Marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du Marché, le TITULAIRE doit également joindre à la demande d'acceptation :

- Les pièces mentionnées à l'article R. 2143-6 du code de la commande publique attestant que le sous-traitant ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner visé à l'article L. 2141-1 du code de la commande publique,
- Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité le cas échéant,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales,
- Et toute autre pièce exigible en application de la réglementation en vigueur.

Le TITULAIRE s'assure que les contrats conclus avec les sous-traitants prévoient des conditions de paiement compatibles avec celles prévues au Marché.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un Acte Spécial signé par le TITULAIRE et le Maître d'ouvrage puis notifié au titulaire

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le Maître d'ouvrage notifie au TITULAIRE et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Le Maître d'ouvrage peut refuser d'accepter un sous-traitant ne présentant pas des capacités techniques, professionnelles ou financières suffisantes eu égard aux prestations sous-traitées, ne remplissant pas les conditions d'accès à la

commande publique ou pour lequel les conditions financières proposées méconnaîtraient les termes du présent marché.

Dès que l'acceptation et l'agrément ont été obtenus, le TITULAIRE fait connaître au Maître d'ouvrage le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des Travaux.

En cours d'exécution, le TITULAIRE est tenu de notifier sans délai au MAÎTRE D'OUVRAGE les modifications relatives aux personnes ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant, à la forme du sous-traitant, à la raison sociale du sous-traitant ou à sa dénomination, à l'adresse du siège du sous-traitant, au capital social du sous-traitant.

Le TITULAIRE ne peut se dégager de ses obligations à l'égard du MAÎTRE D'OUVRAGE au titre du présent Marché du fait de la conclusion de contrats avec des sous-traitants. Il est responsable vis-à-vis du MAÎTRE D'OUVRAGE des prestations de ses sous-traitants éventuels.

Sous-traitance indirecte :

de la même manière que le sous-traitant direct, le sous-traitant de second rang doit faire l'objet d'une déclaration préalable auprès du MAÎTRE D'OUVRAGE laquelle doit contenir les mêmes informations que celles qui sont exigées pour le sous-traitant direct. Cette déclaration, transmise au MAÎTRE D'OUVRAGE, doit être signée par le sous-traitant de premier et de second rang. Le TITULAIRE, en sa qualité de responsable de la bonne exécution du marché public, doit être informé de l'existence du sous-traitant de second rang et doit donner son accord.

Le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant une partie du marché devra lui délivrer une caution bancaire afin de garantir son paiement, caution à fournir au MOA lors de la demande d'agrément.

Dispositions générales : À tout moment au cours de l'exécution du Marché, le représentant du Pouvoir adjudicateur peut solliciter par ordre de service adressé au TITULAIRE la communication des justificatifs de la présence d'une entreprise sur le chantier.

Article 3 - OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHE (Missions de maîtrise d'œuvre)

3.1 - Dispositions générales

3.1.a) Objet

Le marché a pour objet la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation et extension de l'hôpital de Fellerie - Liessies .

La consultation porte sur un concours restreint de maîtrise d'œuvre lancé conformément à l'article L2172-1 du Code Commande Publique et organisé selon les dispositions des articles R2162-15 à R2162-26 du Code Commande Publique.

3.1.b) Lieu d'exécution

Centre hospitalier FELLERIES LIESSIES situé 21 rue du Val Joly 59740 FELLERIES.

3.1.c) Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

Les ouvrages à réaliser appartiennent à la catégorie « Opérations de réhabilitation de bâtiment » de l'article R2431-3 alinéa 2 du code de la commande publique et à la catégorie « opération de construction neuve de bâtiment » de l'article R2431-3 alinéa 1 du code de la commande publique.

Les prestations à réaliser sont détaillées ci-dessous **aux articles 3.2 et 3.3 « éléments de missions confiés au maître d'œuvre »**.

L'allotissement des travaux, défini pendant les études de maîtrise d'œuvre, est sans incidence sur le Marché de maîtrise d'œuvre. Le maître d'œuvre ne peut déposer aucune réclamation liée à la dévolution des travaux.

3.1.d) Enveloppe prévisionnelle des travaux

L'enveloppe financière relative au présent ouvrage s'élève à 33 500 000 d'euros HT coût Travaux, ce qui constitue l'enveloppe financière prévisionnelle déterminée par le Maître d'Ouvrage avant le lancement de l'avis d'appel public à la candidature.

Cette enveloppe ne représente pas le coût prévisionnel de la construction qui est défini par le maître d'œuvre.

L'objet précis des travaux compris dans le présent marché est décrit **dans le programme joint** au dossier de consultation.

3.1.e) Décomposition en tranches

L'opération de réhabilitation/extension du Centre Hospitalier de Felleries-Liessies **est décomposée en trois tranches**.

La tranche ferme correspond à la PHASE 1 :

Elle comprend les travaux :

- La libération d'emprise pour le projet et le bâtiment neuf :
 - **Travaux de démolition** des locaux archives existants ;
 - **Travaux de VRD :**
 - Reprise des réseaux en vue de la future implantation de l'extension ;
 - Constitution des voiries afin de réorganiser les nouveaux flux ;
 - Création d'un nouveau parking visiteurs.
- De réaliser l'extension pour une surface de 5021 m² de SDO dont 360m² de circulations générales et 135m² de locaux techniques .
Elle permet d'accueillir des nouveaux services :
 - Nouvelle entrée / accueil
 - Consultation
 - Plonge centrale
 - Vestiaires du personnel
 - Hôpital de Jour de 78 places
 - Un plateau technique contenant une balnéothérapie, ergothérapie, kinésithérapie, un espace pour les activités physiques et sportives adaptées, psychomotricité, orthoprothésiste, orthophonie.
 - Nœud de circulations verticaux composés d'un monte malade, d'un monte-charge et d'un ascenseur visiteur entre l'extension et le bâtiment A.
- Sur le RDC du bâtiment A.
Il consiste à :
 - Curer ce niveau ;
 - Intervenir sur le clos couvert des excroissances, le remplacement des descentes eaux-pluviales, le comblement de l'espace balnéothérapie actuel ;
 - Reprendre les lots techniques (électricité, CVC, réseaux primaires ...) ;
 - Aménager les locaux du service SMR Polyvalent.

Les deux tranches optionnelles correspondent à la PHASE 2 et la PHASE 3. Elles seront réalisées en fonction de l'obtention des financements.

Elles comprennent les travaux sur le clos couvert, les lots techniques et le second œuvre des étages du bâtiment A, sur le bâtiment b et la création de la nouvelle galerie de liaison permettant de connecter le bâtiment B à l'extension.

- **La PHASE 2 : R+1 à R+3 du bâtiment A**

Ils constituent à :

- Intervenir sur le clos couvert, le remplacement des descentes eaux-pluviales, la dépose des façades existantes pour préparer leurs réfections ;
- Isoler les façades ;
- Reprendre les lots techniques (électricité, CVC, réseaux primaires ...) ;
- Aménager les locaux des services.

- **La PHASE 3 : Bâtiment B et la galerie de liaison entre le bâtiment B / extension réalisée dans la phase 1**

Ils constituent à :

- Intervenir sur le clos couvert, le remplacement des descentes eaux-pluviales, la dépose des façades existantes pour préparer leurs réfections ;
- Isoler les façades ;
- Reprendre les lots techniques (électricité, CVC, réseaux primaires ...) ;
- Aménager les locaux des services ;
- Réaliser un nœud de circulations verticaux composés d'un monte-malade, d'un monte-charge et d'un ascenseur visiteur entre la galerie et le bâtiment B.

3.1.f) Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

3.1.g) Cession de créances / modification de contrat

Le Pouvoir adjudicateur remet au TITULAIRE, après demande écrite de ce dernier, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article L2194-1 du Code de la commande publique.

3.2 - Les éléments de missions confiés au maître d'œuvre : Missions de base

Les éléments de mission de maîtrise d'œuvre dus par le TITULAIRE sont conformes aux articles R. 2431-8 à 2431-18 du code de la commande publique, aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé et aux articles D. 2171-4 et suivants du code de la commande publique.

La mission de maîtrise d'œuvre comprend **les éléments de mission suivants dont contenu détaillé :**

3.2.a) Etudes d'Esquisse (ESQ)

OBJET

La phase esquisse, objet du concours restreint de maîtrise d'œuvre, sera validée après intégration des remarques du jury.

DOCUMENTS A REMETTRE

En complément des études exécutées au stade concours, elle a pour objet de :

- Préciser la composition générale en plan et en volume (plans à l'échelle 1/200° avec détails significatifs au 1/50°) ;
- Contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- Note de présentation permettant de préciser les principes techniques envisagés: mode constructif, ébauche des solutions énergétiques envisagées, principes d'aménagements extérieurs et de raccordements ;
- Le tableaux de surfaces avec rappel des surfaces précisées dans le programme.

3.2.b) Etudes d'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS)

OBJET

A l'issue des phases précédentes, le groupement de maîtrise d'œuvre établit les études d'avant-projet sommaire fondées sur la solution d'ensemble retenue et le programme précisé à l'issue des études d'esquisse approuvées par le maître d'ouvrage.

Les études d'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- préciser la composition générale en plan et en volume ;
- contrôler les relations fonctionnelles des éléments du programme et leurs surfaces ;
- apprécier les volumes intérieurs et l'aspect extérieur de l'ouvrage, ainsi que les intentions de traitement des espaces d'accompagnement ;
- vérifier la compatibilité de la solution retenue avec les contraintes du programme et du site ainsi qu'avec les différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- examiner les possibilités et contraintes de raccordement aux différents réseaux ;
- proposer les dispositions techniques pouvant être envisagées ainsi qu'éventuellement les performances techniques à atteindre ;
- préciser un calendrier de réalisation et, le cas échéant, le découpage en tranches fonctionnelles ;
- établir une estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux en lots séparés.

Dans le cadre de ces études d'APS, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

- note de présentation exposant :
 - l'approche générale du projet,
 - la justification du parti architectural retenu avec la description sommaire des ouvrages avec indication des principaux matériaux,
 - les solutions architecturales et fonctionnelles retenues,
 - le traitement des volumes intérieurs,

- les principales dispositions environnementales retenues,
- les principales dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité et d'accessibilité,
- les délais d'exécution envisageables ;
- les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études ;
- Formalisation graphique de la solution préconisée, présentée sous la forme de :
 - plan d'insertion dans l'environnement,
 - plans, coupes et élévations des constructions à l'échelle du 1/200 avec certains détails significatifs au 1/100 ;
 - descriptif des principes techniques retenus : modes constructifs, matériaux et finitions extérieures et intérieures, gestion des fluides, solutions énergétiques, principes d'aménagements extérieurs et de raccordements ;
 - tableaux de surfaces détaillées avec rappel des surfaces des phases antérieures.

PROCESSUS ADMINISTRATIF

- S'assurer des besoins, contraintes et préconisations des services administratifs en produisant une note adaptée à l'APS sur les réglementations d'urbanisme applicables, identification des principales règles applicables au projet, évaluation de leurs impacts.

PROCESSUS ECONOMIQUE

- évaluation provisoire du cout prévisionnel des travaux établi par catégories d'ouvrages sur la trame du descriptif technique.

MANAGEMENT DE L'OPERATION

- compilation des comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission ;
- suivi et mise à jour du calendrier général prévisionnel de l'opération ;
- le cas échéant, établissement des cahiers des charges nécessaires à la réalisation des études complémentaires à réaliser (géotechniques notamment).

Les études d'APS font l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.

3.2.c) Etudes d'AVANT-PROJET définitif (APD)

OBJET

Les études d'avant-projet définitif, fondées sur l'avant-projet sommaire approuvé par le maître d'ouvrage ont pour objet de :

- déterminer les surfaces détaillées de tous les éléments du programme ;
- arrêter en plans, coupes et façades, les dimensions de l'ouvrage, ainsi que son aspect ;
- définir les principes constructifs, de fondation et de structure, ainsi que leur dimensionnement indicatif ;
- définir les matériaux ;
- justifier les solutions techniques retenues, notamment en ce qui concerne les installations techniques et les raccordements ;
- vérifier le respect des différentes réglementations notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité ;
- établir l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux, décomposé en lots séparés ;

- permettre au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction de l'estimation des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance ;
- arrêter le forfait définitif de rémunération dans les conditions prévues à l'article 6 **Clauses financières du présent document.**
- Dans le cadre de ces études d'APD, des réunions de concertation sont organisées avec le maître d'ouvrage où sont fournies, au fur et à mesure, des explications sur les solutions architecturales, techniques et économiques proposées.

DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

- note de présentation mise à jour par rapport à la phase d'APS, formalisant les éventuels écarts de programmation résultant de l'avancement des études ;
- **formalisation graphique** de la solution architecturale préconisée, présentée sous forme de :
 - plans d'insertion dans l'environnement, de masse et de toitures, aux échelles adaptées au projet,
 - plans, coupes et élévations des constructions à l'échelle du 1/100 avec certains détails au 1/50 ;
 - formalisation graphique des solutions techniques préconisées, sur la base des plans architecturaux, présentée sous forme de plans de principes des structures et leurs prédimensionnements; tracés unifilaires de réseaux et terminaux au 1/100 (chauffage, ventilation, plomberie, électricité, etc.), tracés des réseaux extérieurs ;
 - Formalisation de la Micro-implantation (matériels, gros matériels comme musculation ...)
- descriptif détaillé des principes techniques retenus : fondations, structures, matériaux et finitions extérieures et intérieures, installations techniques, solutions énergétiques retenues, ouvrages d'aménagements extérieurs et de raccordements ;
- notices décrivant les dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité (incendie), d'accessibilité ;
- note justificative de prise en compte de la réglementation thermique ;
- tableaux de surfaces détaillées remis à jour.

PROCESSUS ADMINISTRATIF – DOSSIER DE PERMIS DE CONSTRUIRE ET AUTRES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Le maître d'œuvre effectue les démarches et consultations préalables nécessaires à l'obtention du permis de construire.

Il établit les documents graphiques et pièces écrites de sa compétence, nécessaires à la constitution du dossier de demande de permis de construire, qu'il propose à la signature du maître d'ouvrage.

Il assiste le maître d'ouvrage pour la constitution du dossier administratif et dans ses relations avec les administrations, pendant toute la durée de l'instruction et postérieurement au dépôt du permis de construire.

Le maître d'ouvrage dépose le dossier de demande de permis de construire auprès des services instructeurs. Il communique au maître d'œuvre toute correspondance avec l'administration.

Dès réception du permis de construire, le maître d'ouvrage en transmet copie au maître d'œuvre, procède à l'affichage réglementaire sur le terrain, ainsi qu'aux opérations de constat de cet affichage. Lorsque l'opération nécessite l'obtention d'autres autorisations administratives (telles que par exemple demande de permis de démolir, autorisations spécifiques pour lignes aériennes, enseignes, etc.), le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage, pendant toute la durée de leur instruction, pour effectuer les démarches nécessaires et constituer les dossiers correspondants.

PROCESSUS ECONOMIQUE

- estimation du cout prévisionnel définitif des travaux décomposé en lots ou postes séparés selon la trame des descriptifs techniques, accompagnée d'une proposition sur le mode de dévolution et de consultation des entrepreneurs ;
- note justificative des éventuels écarts avec la phase antérieure (**identification et classification des écarts selon Cahier des Clauses Particulières**).

MANAGEMENT DE PROJET

- compilation des comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales options prises à ce stade de la mission ;
- suivi et mise à jour du calendrier général prévisionnel d'opération

Les études d'APD font l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.

3.2.d) Etudes DE PROJET (PRO)

OBJET

Les études de projet, fondées sur le programme arrêté et les études d'avant-projet approuvées par le maître d'ouvrage ainsi que sur les prescriptions de celui-ci, découlant du permis de construire et autres autorisations administratives, définissent la conception générale de l'ouvrage.

Les études de projet ont pour objet de :

- préciser par des plans, coupes et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux ainsi que les conditions de leur mise en œuvre ;
- déterminer l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- préciser les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides et, en fonction du mode de dévolution des travaux, coordonner les informations et contraintes nécessaires à l'organisation spatiale des ouvrages ;
- décrire les ouvrages et établir les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet ;
- établir un coût prévisionnel des travaux décomposés par corps d'état, sur la base d'un avant métré ;
- permettre au maître d'ouvrage, au regard de cette évaluation, d'arrêter le coût prévisionnel de l'ouvrage et, par ailleurs, d'estimer les coûts de son exploitation ;
- déterminer le délai global de réalisation de l'ouvrage.

DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

Documents graphiques

- plan masse ;
- **formalisation graphique du projet** sous forme de plans, coupes et élévations de l'ouvrage et de ses abords extérieurs à l'échelle de 1/50, incluant les plans ou schémas des ouvrages de second œuvre, ainsi que les détails significatifs de conception architecturale à une échelle variant de 1/20 à 1/2. Ces plans intégreront les divers locaux techniques, y compris ceux situés en dehors des surfaces utiles (sous-sols et combles notamment) ;
- Formalisation de la Micro-implantation (matériels, gros matériels comme musculation ...) ;
- plans des fondations, des ouvrages d'infrastructure, y compris terrassements généraux, tracés des canalisations enterrées, et de structure, avec principaux diamètres,

dimensionnement et niveaux du 1/100 au 1/50 des fondations superficielles et profondes (ouvrages principaux), plans des différents niveaux du 1/100 au 1/50 ;

- repérage dans les plans structurels des réservations importantes avec indication des surcharges d'exploitation et charges à supporter par la structure pour les principaux ouvrages ;
- plans des aménagements extérieurs, espaces verts, voiries et tracés des réseaux extérieurs, à une échelle adaptée ;
- les schémas généraux des installations techniques et le bilan de puissance ;
- plans de chauffage, climatisation et plomberie sanitaire avec prédimensionnement des machineries diverses, tracés unifilaires des principaux réseaux et implantation des terminaux au 1/100 ;
- plans d'électricité, courants forts et courants faibles, précisant les tracés des principaux chemins de câbles, l'implantation des tableaux et appareillages du 1/100 au 1/50 ;
- positionnement, dimensionnement, ventilation et équipement principaux des locaux techniques ;
- lorsque l'encombrement des réseaux le justifie, des coupes de coordination spatiale garantissant la cohérence d'implantation et de croisement des réseaux de fluides ;
- plans des dispositions générales de sécurité (compartimentage, dégagements, issues de secours, etc.) ;
- plan de principe d'installation et d'accès de chantier.

Documents écrits

- rédaction des cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) définissant les exigences qualitatives et fonctionnelles, la nature et les caractéristiques des ouvrages et des matériaux, les contraintes générales de mise en œuvre, les conditions d'essais et d'épreuves, fixant les limites de prestations entre les différents lots ;
- notices définitives décrivant les dispositions prises en termes d'hygiène, de sécurité incendie, d'accessibilité ;
- note justificative définitive de prise en compte de la réglementation thermique ;
- tableaux de surfaces détaillées mis à jour.

PROCESSUS ECONOMIQUE

- présentation du coût prévisionnel des travaux décomposée par corps d'état ou postes séparés et de l'avant-métré sur la base duquel il a été établi ;
- note justificative des éventuels écarts de coûts avec la phase antérieure.

MANAGEMENT DE L'OPERATION

- compilation des comptes-rendus de réunions avec le maître d'ouvrage portant sur les principales solutions prises à ce stade de la mission ;
- suivi et mise à jour du calendrier général prévisionnel de l'opération ;
- établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, décomposés par lots ou corps d'état, qui sera joint au DCE.

Les études de PRO font l'objet d'une présentation au maître d'ouvrage.

3.2.e) ASSISTANCE pour la passation des Contrats des Travaux (ACT)

OBJET

L'assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation du ou des marchés de travaux, sur la base des études qu'il a approuvées, a pour objet de :

- préparer la consultation des entreprises de manière telle que celles-ci puissent présenter leurs offres en toute connaissance de cause, sur la base d'un dossier constitué des pièces administratives et techniques prévues au marché ainsi que des pièces élaborées par la

maîtrise d'œuvre correspondant à l'étape de la conception choisie par le maître d'ouvrage pour cette consultation;

- préparer la sélection des candidats et analyser les candidatures obtenues ;
- analyser les offres des soumissionnaires;
- procéder à la vérification de la conformité des réponses aux documents de la consultation
- analyser les méthodes ou solutions techniques en s'assurant qu'elles sont assorties de toutes les justifications et avis techniques, en vérifiant qu'elles ne comportent pas d'omissions, d'erreurs ou de contradictions
- et établir un rapport d'analyse comparative proposant les offres susceptibles d'être retenues, conformément aux critères de jugement des offres précisés dans le règlement de la consultation.
- La partie financière de l'analyse comporte une comparaison des offres entre elles et avec le coût prévisionnel des travaux ;
- préparer les mises au point nécessaire pour permettre la passation du ou des marchés de travaux par le maître d'ouvrage.

PRESTATIONS ET DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

- Etablissement de la liste des pièces nécessaires à la consultation
Le maître d'œuvre établit la liste des pièces écrites et graphiques nécessaires à la passation des marchés. Cette liste exhaustive répertorie les documents élaborés par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et les autres intervenants de l'opération, en précisant le cas échéant leur ordre de priorité contractuelle.
- Elaboration du dossier de consultation des entreprises
- Constitution des pièces techniques du DCE
 - Le maître d'œuvre regroupe et collecte les pièces techniques écrites et graphiques du DCE sur la base des études approuvées par le maître d'ouvrage. Ces pièces comprennent :
 - le ou les CCTP ;
 - les plans et pièces écrites élaborées par la maîtrise d'œuvre, correspondant au niveau de conception choisi par le maître d'ouvrage pour la consultation.
 - le cas échéant, les autres documents produits soit par le maître d'ouvrage, soit par les autres intervenants de l'opération
 - Le maître d'œuvre s'assure de la cohérence de l'ensemble avant l'envoi à publication.
- Mise au point des marchés de travaux
 - Le maître d'œuvre prépare les mises au point permettant la conclusion des marchés publics par le maître d'ouvrage.

PROCESSUS ADMINISTRATIF

- Elaboration des pièces administratives
 - Le maître d'ouvrage en relation avec la cellule juridique du CHV établit les documents administratifs contractuels (Acte d'engagement et Cahier des Clauses Particulières) et de mise en concurrence (publicité, règlement de consultation) composant le DCE.
 - Le maître d'œuvre propose au maître d'ouvrage les critères de sélection et les éventuels niveaux minimum de capacité requis des candidats. Il propose également les critères de choix des offres pour désigner l'attributaire du marché. Le maître

d'œuvre propose et circonscrit le champ de l'ouverture aux variantes et des prestations supplémentaires éventuelles.

Sur la base des documents transmis par le maître d'ouvrage, il transmet ses observations au maître d'ouvrage permettant d'assurer la mise en cohérence avec les pièces techniques servant de base à la consultation.

- Assistance pendant la période de consultation
 - Le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre les questions techniques déposées sur le profil acheteur par les candidats. Il assure la diffusion des réponses fournies par le maître d'œuvre.
- Assistance postérieure au dépôt des candidatures et des offres

Le maître d'ouvrage transmet les dossiers de candidature et d'offre au maître d'œuvre selon les moyens convenus.

- Au titre de l'analyse des candidatures, le représentant du maître d'ouvrage s'assure de la complétude des dossiers et de l'analyse des pièces administratives et relatives aux capacités juridiques et financières (déclaration de candidatures ou DUME, déclarations relatives aux obligations d'emploi et aux interdictions de soumissionner).
- Le maître d'œuvre procède à l'analyse des pièces correspondant aux capacités techniques et professionnelles, et donne un avis au maître d'ouvrage sur l'identification des candidats qui disposent des capacités requises.
Au titre de l'analyse des offres, le maître d'œuvre établit un rapport comparatif d'analyse technique et financière des offres, et s'il y a lieu des prestations supplémentaires éventuelles. Le rapport est établi selon la trame transmise par le maître d'ouvrage, ou à défaut selon la trame déterminée par le maître d'œuvre.
- **Le maître d'œuvre** identifie les offres irrégulières, en raison de leur non-conformité aux pièces techniques du DCE. Il propose une notation des offres régulières selon les critères de choix indiqués dans la publicité et/ou le règlement de consultation. Le cas échéant, ce rapport est remis à jour suite aux éventuelles régularisations et négociations conduites par le maître d'ouvrage.

PROCESSUS ECONOMIQUE

- Etablissement des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire

Le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage les cadres vierges de décomposition du prix global et forfaitaire.

3.2.f) VISA DES ETUDES D'EXECUTION ET DE SYNTHESE

OBJET

Lorsque les études d'exécution sont réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre s'assure que les documents qu'elles ont établis respectent les dispositions du projet et, dans ce cas, leur délivre son visa.

L'examen de la conformité au projet des études d'exécution et de synthèse faite par les entreprises ainsi que leur visa par le maître d'œuvre ont pour objet d'assurer au maître d'ouvrage que les documents établis par l'entreprise respectent les dispositions du projet établi par le maître d'œuvre.

Le cas échéant, le maître d'œuvre participe aux travaux de la cellule de synthèse.

L'examen de la conformité au projet comporte la détection des anomalies normalement décelables par un homme de l'art. Il ne comprend ni le contrôle ni la vérification intégrale des documents établis par les entreprises. La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité.

PRESTATIONS ET DOCUMENTS A REMETTRE

- examen de la conformité des plans et documents d'exécution établis par les entrepreneurs aux documents établis par la maîtrise d'œuvre ;
- établissement d'un état récapitulatif d'approbation ou d'observations de tous les documents d'exécution ;
- examen et approbation des matériels et matériaux et leur conformité aux prescriptions arrêtées dans le CCTP des marchés de travaux ;
- arbitrages techniques et architecturaux relatifs à ces choix et aux éventuelles variantes proposées par les entrepreneurs ;
- examen des tableaux de gestion des documents d'exécution à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- examen des tableaux de gestion des choix de matériels et matériaux à établir par l'OPC ou les entrepreneurs ;
- contrôle de cohérence inter-maîtrise d'œuvre.

3.2.g) DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DE TRAVAUX (DET)

OBJET

La direction de l'exécution du ou des marchés de travaux a pour objet de :

- s'assurer que les documents d'exécution ainsi que les ouvrages en cours de réalisation respectent les études effectuées ;
- s'assurer que les documents à produire par le ou les entrepreneurs, en application du ou des marchés de travaux, sont conformes aux dits marchés et ne comportent ni erreur, ni omission, ni contradiction normalement décelables par un professionnel de la maîtrise d'œuvre ;
- s'assurer que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du ou des marchés de travaux, y compris le cas échéant, en ce qui concerne l'application effective d'un schéma directeur de la qualité, s'il en a été établi un ;
- délivrer tout ordre de service et établir tout procès-verbal nécessaire à l'exécution du ou des marchés de travaux ainsi que procéder aux constats contradictoires, organiser et diriger les réunions de chantier ;
- systématiquement informer le maître d'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux et dépenses, avec indication des évolutions notables ;
- vérifier les projets de décomptes mensuels ou les demandes d'avances présentés par le ou les entrepreneurs, et d'établir les états d'acomptes ;
- vérifier le projet de décompte final établi par l'entrepreneur et établir le décompte général ;
- donner un avis au maître d'ouvrage sur les réserves éventuellement formulées par l'entrepreneur en cours d'exécution des travaux et sur le décompte général, assister le maître d'ouvrage en cas de litige sur l'exécution ou le règlement des travaux, ainsi qu'instruire les mémoires en réclamation des entrepreneurs.

PRESTATIONS A REALISER ET DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

- examen des documents complémentaires à produire par les entrepreneurs, en application de leurs marchés ;
- synthèse des choix des matériaux, échantillons et coloris à valider par le maître d'ouvrage avant exécution ;
- conformité des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation aux prescriptions des marchés ;

- relevé des non conformités constatées, consignées au compte-rendu de réunion de chantier.

PROCESSUS ECONOMIQUE

- vérification des décomptes mensuels et finaux ;
- établissement des états d'acompte ;
- examen des devis de travaux complémentaires ou modificatifs ;
- examen matériel, technique et économique des mémoires en réclamation présentés au plus tard à la présentation du projet de décompte final;
- établissement du décompte général.
-

MANAGEMENT DE L'OPERATION

- organisation et direction des réunions de chantier **a minima hebdomadaire**;
- établissement et diffusion des comptes-rendus ;
- établissement des ordres de service ;
- état d'avancement général des travaux à partir du planning général ;
- information du maître d'ouvrage sur :
 - l'avancement et les prévisions au regard du planning contractuel ;
 - les éventuelles modifications à apporter aux marchés de travaux ;
 - la classification des **éventuels travaux modificatifs selon l'article 5.4 du Code de la Commande Publique**;
 - les difficultés rencontrées et les solutions à envisager.

3.2.h) ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION (OPR)

OBJET

L'assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement a pour objet :

- d'organiser les opérations préalables à la réception des travaux
- d'assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée
- de procéder à l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage
- de constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à l'exploitation de l'ouvrage à partir des plans conformes à l'exécution remis par l'entrepreneur, des plans de récolement ainsi que des notices de fonctionnement et des prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mise en œuvre.

PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE

PROCESSUS PROJET

Avant réception

- vérification de la bonne exécution des ouvrages réalisés et du fonctionnement des équipements selon les prescriptions des marchés de travaux ;
- établissement par marchés de la liste des réserves ;
- proposition de réception au maître d'ouvrage ;
- établissement des documents administratifs nécessaires à la réception des travaux par le maître d'ouvrage notamment les procès-verbaux des opérations préalables et le document de décision de réception qui sera signé par le maître de l'ouvrage.

Après réception

- suivi et levées des réserves formulées dans la décision de réception ;
- établissement des procès-verbaux de levée des réserves ;
- examen des désordres postérieurs signalés par le maître d'ouvrage au cours de l'année de garantie de parfait achèvement:
 - lorsque les désordres sont mineurs, demande d'intervention aux entrepreneurs concernés ;
 - lorsque les désordres nuisent à la destination de l'ouvrage ou s'ils mettent en péril sa solidité, examen sur place des désordres et engagements des actions et travaux de mise en conformité.
- Suivie de la période de Garantie de Parfaite Achèvement (GPA)

DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

Le maître d'œuvre constitue le dossier des ouvrages exécutés nécessaire à la vie de l'ouvrage et en assure la diffusion au maître d'ouvrage. Ce dossier est établi comme suit :

- DOE maîtrise d'œuvre
 - Le maître d'œuvre établit le dossier des plans généraux de l'ouvrage mis à jour, aux mêmes échelles que ceux délivrés dans la cadre du dossier PRO. Ce dossier comprend les plans architecturaux généraux.
 - Lorsque le maître d'œuvre est chargé d'établir les plans d'exécution des ouvrages, il les joint au dossier des ouvrages exécutés.
- DOE entrepreneurs

Le maître d'œuvre collecte et vérifie :

- le dossier des ouvrages tels qu'exécutés par les entrepreneurs ;
- les notices de fonctionnement et de maintenance des éléments d'équipements.

PROCESSUS ADMINISTRATIF

Le cas échéant, le maître d'œuvre assiste à la commission de sécurité sollicitée par le maître d'ouvrage et sur sa demande fait engager les travaux correctifs.

Le cas échéant, l'architecte, sur demande du maître d'ouvrage certifie la conformité de l'ouvrage au permis de construire, conformément à l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme.

3.3 - Les éléments de missions confiés au maître d'œuvre : Missions complémentaires

3.3.a) Ordonnancement, coordination et pilotage (OPC)

OBJET

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier (OPC) ont pour objet :

- **pour l'ordonnancement et la planification** : d'analyser les tâches élémentaires portant sur les études d'exécution et les travaux ; de déterminer leurs enchaînements ainsi que leur chemin critique, par des documents graphiques et de proposer des mesures visant au respect des délais d'exécution des travaux et une répartition appropriée des éventuelles pénalités ;
- **pour la coordination** : d'harmoniser dans le temps et dans l'espace, les actions des différents intervenants au stade des travaux, et le cas échéant, de présider le collège interentreprises d'hygiène et de sécurité ;
- **pour le pilotage** : de mettre en application, au stade des travaux et jusqu'à la levée des réserves dans les délais impartis dans le ou les marchés de travaux, les diverses mesures d'organisation arrêtées au titre de l'ordonnancement et de la coordination.

Au titre de l'élément de mission OPC, le maître d'œuvre est désigné comme pilote.

MISSIONS DU PILOTE AU STADE DU DCE

Le pilote est chargé d'établir le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, joint au DCE de la consultation des entrepreneurs.

MISSIONS DU PILOTE PENDANT LA PHASE DE PREPARATION DES TRAVAUX

Le pilote est chargé :

- de mettre en place l'organisation générale de l'opération ;
- d'établir le calendrier définitif détaillé de réalisation des travaux planifiant notamment :
- la production des études d'exécution comprenant les délais d'études, de reprise, de validation puis de commande pour les principaux matériaux et équipements, la présentation des échantillons et prototypes ;
- la réalisation détaillée des travaux, leurs étapes clés et le chemin critique ;
- les processus de mise en fonctionnement, des essais/épreuves et de réception des travaux.
- de réaliser et de tenir à jour un tableau de suivi de la production et de VISA des documents d'exécution.

MISSIONS DU PILOTE PENDANT LA PERIODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le pilote est chargé :

- de veiller au respect du cadre d'organisation défini en phase de préparation ;
- de pointer hebdomadairement l'état d'avancement détaillé des travaux ;
- de mettre à jour la planification générale et de la compléter par une planification détaillée par périodes et par élément d'ouvrage ;
- de coordonner l'ensemble des intervenants, en particulier en animant des réunions spécifiques de coordination et diffuser leurs comptes rendus ;
- de veiller au respect des objectifs calendaires et, le cas échéant, de proposer des mesures correctives pour rattraper des retards ;
- d'apprécier et rendre compte mensuellement de l'origine des retards dans des conditions permettant d'engager l'application des éventuelles pénalités de retard prévues dans les marchés des intervenants ;
- d'établir un rapport de fin de chantier inventoriant et quantifiant les retards constatés de toutes natures et l'identification des responsabilités en vue d'une éventuelle application des pénalités de retard.

MISSIONS DU PILOTE PENDANT LA PHASE D'ASSISTANCE AUX OPERATIONS DE RECEPTION

Le pilote est chargé :

- d'établir la planification des opérations de réception ;
- de coordonner et piloter ces opérations ;
- de planifier et organiser les interventions en levées de réserves ;
- de pointer l'avancement des levées de réserves.

3.3.b) Mission Système de sécurité incendie (SSI)

OBJET

Le responsable de la présente mission (-ci-après dénommé coordinateur SSI) intervient pendant la phase de conception, étude, et élaboration du projet, et celle de réalisation de l'ouvrage, dès notification de l'ordre de service prescrivant le début des prestations et jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire participera aux réunions de chantier ainsi qu'aux réunions dédiées au SSI pour lesquelles il rédigera des comptes rendus relatifs au SSI, au désenfumage et à la sécurité du bâtiment en générale, il pourra donc être amené à gérer toute intervention relative à la création des dispositifs d'évacuation rapide des occupants, les itinéraires et plans d'évacuation, la position du désenfumage, des robinets de coupure pour le gaz, l'eau et l'électricité ainsi que celle des extincteurs.

Les conditions suivantes sont appliquées :

- Si le coordonnateur SSI n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est
- tenu de le signaler au MOA dans les plus brefs délais et par voie donnant date certaine.
- Le coordonnateur SSI doit s'assurer que la qualité des produits utilisés pour la construction est
- appropriée au projet. Dans ce but, il doit notamment signaler au MOA les essais qu'il estime
- nécessaires.
- Le coordonnateur SSI diffusera, tout au long de sa mission, des copies de tous ses avis, rapports, et
- autres documents aux intervenants suivants (liste non limitative) :
 - Maître d'ouvrage représenté par le conducteur d'opération qui peut les contresigner le cas
 - échéant
 - Ensemble des membres du groupement
 - Coordonnateur SPS
 - Contrôleur technique

Le contenu de la mission de coordination SSI, est conforme à la norme NF S61-932 de juillet 2015 et ses amendements ultérieurs.

PRESTATIONS CONFIEES ET DOCUMENTS A REMETTRE

En phase de conception :

- Examen des documents de conception, étude et élaboration du projet : reprise d'avant-projet sommaire (APS) et définitif (APD) ;
- Vérification du permis de construire ;
- le coordonnateur SSI établit un cahier des charges fonctionnel du SSI définissant :
 - la catégorie du SSI ;
 - l'organisation et la corrélation des zones de détection (ZD) et de sécurité (ZS) ;
 - le positionnement des matériels centraux déportés ;
 - les modalités d'exploitation d'alarme (restreinte, générale ou sélective) ;
 - les constituants du SSI, le mode de fonctionnement des dispositifs commandés terminaux (DCT) et les options de sécurité des dispositifs actionnés de sécurité (DAS) ;
 - le principe et la nature des liaisons ;
 - la procédure de réception technique.

En phase de réalisation et de GPA :

- Etablissement du procès-verbal de réception technique du système existant ;
- Examen des documents d'exécution (EXE) en phase travaux et émission d'avis écrits ;
- suivi de la cohérence entre les différents équipements du SSI ;
- création et mise à jour du dossier d'identité SSI conforme à la norme NF S61-932 ;
- contrôle du respect du cahier des charges et suivi du contrôle fonctionnel ;

- Coordination des interventions des différentes entreprises concernées par le SSI pendant le chantier ;
- Participation et représentation du maître de l'ouvrage aux visites des commissions de sécurité pour l'ouverture de l'établissement ;
- Formation du personnel ;
- établissement du procès-verbal de réception technique ;
- Accompagnement à l'établissement des DOE, DIUO ;
- Suivi pendant la période de garantie de parfait achèvement.

3.3.c) Mission BIM DOE

Les niveaux de définition de la maquette numérique et les livrables qui en sont extraits sont établis en cohérence avec les phases de conception telles que précisées au cahier des charges BIM et établis selon les termes de la convention BIM.

DELAIS D'EXECUTION – PROLONGATION

Les dispositions sont indiquées dans l'acte d'engagement et au présent Cahier des Clauses Particulières.

Par dérogation à l'article 15.3.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception de la demande du maître d'œuvre de prolonger le délai d'exécution pour notifier sa décision. Le silence du maître d'ouvrage vaut rejet de la demande de prolongation.

Dans le cas où le maître d'œuvre est dans l'incapacité de respecter le délai du fait du maître d'ouvrage, ce dernier peut lui notifier une décision de prolongation de délai sans demande expresse du maître d'œuvre.

Article 4 - MODALITES DE REALISATION DES PRESTATIONS

4.1 - Ordres de service relatifs au marché de maîtrise d'œuvre

Les ordres de service sont écrits, datés et numérotés. Ils sont signés par le représentant dans l'exécution du marché ou le représentant du maître d'ouvrage et sont adressés par mail ou remis contre récépissé en deux exemplaires au maître d'œuvre. Ce dernier renvoie ou remet immédiatement au représentant dans l'exécution du marché l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Le maître d'œuvre se conforme strictement aux prescriptions contenues dans les ordres de service. Lorsqu'il estime que ces prescriptions appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant dans l'exécution du marché dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service.

En outre, il adresse, le cas échéant, un mémoire en réclamation au représentant du maître d'ouvrage **dans les conditions fixées à l'article 35 du CCAG Maîtrise d'œuvre.**

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, aucune observation du maître d'œuvre ne peut suspendre le délai d'exécution.

4.2 - Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le maître d'œuvre fournit :

- Un acte spécial de sous-traitance,
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics,
- L'ensemble des certificats fiscaux et sociaux exigé par la réglementation ;
- Un extrait d'inscription au registre professionnel pertinent pour les sous-traitants non établis en France ;
- Si le sous-traitant est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou document équivalent pour les sous-traitants non établis en France.

La sous-traitance se fait sous la responsabilité du maître d'œuvre. Ainsi, ce dernier reste personnellement responsable de la bonne exécution du marché par lui-même ou par ses éventuels sous-traitants.

Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, ou tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant est imputé au maître d'œuvre et fait l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il lui appartient alors de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

Toute sanction définie par le présent marché est applicable exclusivement au maître d'œuvre, seule entité ayant un lien contractuel avec le maître d'ouvrage.

4.3 - Modalités de présentation des documents

Les modalités de présentation des études, **mentionnées à l'article 15.2.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre**, sont définies dans **le présent Cahier des Clauses Particulières**.

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au représentant dans l'exécution du marché au fur et à mesure de l'avancement de l'élément de mission.

Le maître d'œuvre s'engage à fournir des livrables exempts de tout virus, dans les limites de l'état de l'art au jour de la remise des livrables au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage attache une grande importance à la présentation, à la qualité et à la lisibilité des pièces, ainsi qu'à leur cohérence.

Les documents autres que les documents d'études sont présentés selon les mêmes modalités.

4.4 - Exécution de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre DET

Le maître d'œuvre assure la direction des travaux en tenant **compte des éventuelles dérogations au CCAG Travaux insérées dans le présent Cahier des Clauses Particulières ou dans les marchés de travaux**.

Registre de chantier

En application de l'article 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre doit tenir un registre de chantier sur support papier.

Réunions de chantier

Organisation et direction des réunions de chantier a minima hebdomadaire (périodicité, rédaction des comptes rendus....).

Ordres de service émis par le maître d'œuvre

Dans le cadre de la mission DET, le maître d'œuvre émet les ordres de service à destination des titulaires des marchés de travaux et tient à jour un tableau des ordres de service délivrés.

Cependant, par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, il ne peut pas émettre d'ordre de service entraînant une modification du marché, en termes de délai d'exécution (sauf les prolongations pour intempéries prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux), de durée ou de montant du marché de travaux.

Par ailleurs, le maître d'œuvre ne peut pas délivrer d'ordre de service sans l'autorisation expresse du maître d'ouvrage (représentant du maître d'ouvrage ou représentant dans l'exécution du marché) dans les cas suivants :

- Date de commencement de la période de préparation des travaux ;
- Date de démarrage des travaux ;
- Prolongations de délai pour intempéries ;
- Suspension de travaux en cas de circonstances imprévisibles ;
- Prix des prestations supplémentaires ou modificatives, même dans l'hypothèse où ces derniers n'ont pas d'incidence sur le montant du marché.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage sont informés, au moins deux mois à l'avance, par le titulaire du marché de travaux, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Le titulaire du marché de travaux est tenu d'arrêter les travaux à la date où le montant exécuté atteint le montant contractuel si aucune décision de poursuivre ou avenant ne lui a été notifié par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre décide des mesures conservatoires à prendre à l'arrêt du chantier après approbation du maître d'ouvrage.

Si les marchés de travaux prévoient d'autres dispositions, ces dernières prévalent sur les dispositions ci-dessus du marché de maîtrise d'œuvre.

Traitement des projets de décompte des entreprises chargées d'exécuter les travaux

Au cours des travaux, le maître d'œuvre procède à la vérification des projets de décompte mensuels déposés par les entreprises chargées d'exécuter les travaux sur Chorus Pro et établit les décomptes mensuels.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux, il transmet ces derniers au maître d'ouvrage sur Chorus Pro, dans un délai de 10 jours à compter de la date de dépôt sur **Chorus Pro** des projets de décompte mensuels.

Le projet de décompte final du marché de travaux est transmis par le titulaire du marché de travaux dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification de la décision de réception ou, en cas de réserves, dans un délai de 30 jours après la date de notification de la décision de levée de la dernière réserve. Le maître d'œuvre transmet, sur Chorus Pro, le projet de décompte général du marché de travaux au maître d'ouvrage dans un délai de 10 jours à compter de la réception du projet de décompte final.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage ne prévoit pas, en principe, de décompte général définitif tacite des marchés de travaux.

4.5 - Exécution de l'élément de mission de maîtrise d'œuvre AOR

Par dérogation à l'article 41.1.3 du CCAG Travaux, la réception des marchés de travaux n'est pas tacite.

4.6 - Engagement du titulaire sur la date de livraison – Prolongation de la durée du chantier

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le délai de livraison de l'ouvrage objet de la mission de maîtrise d'œuvre, la livraison étant la date contractuelle d'achèvement du dernier marché de travaux hors prolongations de délai dont l'origine est imputable au maître d'œuvre. En cas de non-respect, la pénalité prévue **au présent Cahier des Clauses Particulières** s'applique, sauf si le maître d'œuvre justifie le retard notamment par un cas de force majeure ou par la mise en liquidation judiciaire d'un titulaire (ou du mandataire en cas de groupement) d'un marché de travaux.

Par ailleurs, en cas de prolongation de la durée du chantier résultant de :

- La faute du maître d'ouvrage,
- Sujétions techniques imprévues ne donnant pas rémunération via les FTM

et ayant pour conséquence une augmentation de plus de 10% par rapport à celle résultant initialement des marchés de travaux, le maître d'œuvre bénéficie d'un droit à rémunération supplémentaire.

Cette rémunération supplémentaire, applicable pour rémunérer de façon forfaitaire le maître d'œuvre des prestations supplémentaires induites par sa mobilisation inhérente à cette prolongation, ne trouve application que pour la durée excédant cette "franchise" de 10%. Elle correspond au prix mensuel résultant d'une comparaison entre le délai d'exécution initial des travaux, et la part de rémunération affectée à l'élément de mission DET.

Le calcul de cette rémunération s'effectue de la manière suivante :

- Xi = nombre de mois de travaux prévus initialement
- Xs = nombre de mois de travaux supplémentaires ; au-delà des mois de dépassement complets, chaque dépassement de moins de 15 jours compte pour zéro mois et chaque dépassement d'au moins 15 jours compte pour 1 mois.
- DETm = prix mensuel forfaitaire de la mission DET, soit le prix forfaitaire de la mission DET divisé par le nombre de mois de travaux prévu initialement (Xi)

$$\text{Rémunération supplémentaire} = (Xs - (Xi * 0.1)) * \text{DETm}$$

L'article 15.3.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre relatif à la prolongation de la durée du chantier ne s'applique pas en cas de retard imputable au maître d'œuvre.

4.7 - Moyens mis à la disposition du maître d'œuvre

Lorsque le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre des moyens nécessaires à l'exécution de la prestation en **application de l'article 19 du CCAG Maîtrise d'œuvre**, les dispositions suivantes s'appliquent.

Si l'un des moyens mis à disposition est endommagé, détruit ou perdu, le maître d'œuvre est tenu de le remettre en état, de le remplacer ou d'en rembourser la valeur résiduelle à la date de disparition ou du sinistre. La décision, prise par le représentant du maître d'ouvrage après consultation du maître d'œuvre, fixe le délai d'exécution.

Article 5 - CLAUSES FINANCIERES

5.1 - Caractère et contenu du prix

Les prix comprennent toutes les dépenses nécessaires à l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, des prestations, ainsi que le prix de la cession des droits de propriété intellectuelle. Ils tiennent compte de l'étendue de la mission et de son degré de complexité.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Le marché est conclu à prix forfaitaires dans les conditions **définies à l'acte d'engagement**.

Les prix indiqués dans l'Acte d'engagement sont réputés complets, c'est-à-dire comprenant tous les frais relatifs à l'exécution des prestations.

Les prix du marché sont réputés établis en incluant notamment, outre les sujétions **définies à l'article 10.1.3 du CCAG MOE**, les contraintes normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations, visites, déplacements, charges fiscales diverses, la valorisation de la concession et de la cession des droits patrimoniaux, etc.

En cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Aucune demande de rémunération complémentaire ne sera acceptée s'agissant des éléments ci-dessus inclus **dans les prix indiqués dans l'Acte d'engagement**.

5.2 - Engagement du maître d'œuvre

Le présent chapitre s'applique aux seuls éléments de mission de maîtrise d'œuvre réglementaires (ESQ, APS, APD, PRO DCE, AMT, VISA, DET, AOR).

Le maître d'œuvre devant **s'engager sur le coût prévisionnel des travaux**, le présent article définit les conditions de passage **du forfait provisoire au forfait définitif de rémunération**.

Le maître d'œuvre devant également s'engager **sur le coût total définitif des travaux** constaté après l'achèvement de l'ouvrage, le présent article définit les modalités de vérification du respect de cet engagement.

Tout dépassement doit immédiatement entraîner, de la part du maître d'œuvre, la mise en place de mesures, soumises à l'approbation du maître d'ouvrage, et destinées à revenir au plus près de son engagement initial.

5.2.a) Enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (C0)

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux (C0) par le maître d'ouvrage est fixé à l'acte d'engagement. Il comprend l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation du programme.

5.2.b) Coût prévisionnel des travaux (CPT)

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux (CPT) sur la base de l'exécution des études d'Avant-Projet Définitif.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas le respect de cet engagement, le maître d'œuvre doit reprendre gratuitement ses études et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation ou des consultations lancées pour la passation des marchés de travaux.

Les modalités de détermination du coût prévisionnel des travaux sont fixées sur les bases suivantes :

- Le coût prévisionnel au mois de sa remise (à l'issue des études APD) au maître d'ouvrage, utilisé pour fixer l'estimation des marchés de travaux à passer ;
- Le même coût, ramené au mois zéro du marché de maîtrise d'œuvre, par application de l'index ING , utilisé pour fixer le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre. Les valeurs des indices ING prises en compte sont les valeurs au mois zéro du marché de maîtrise d'œuvre et au mois de remise au maître d'ouvrage du coût prévisionnel.

Le coût prévisionnel des travaux (CPT) comprend les montants de tous les marchés de travaux nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage. **Il est assorti d'un taux de tolérance.**

Lorsque le coût prévisionnel des travaux (CPT) proposé par le maître d'œuvre aux études APD est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage, la décision d'admission par le maître d'ouvrage des études APD vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif et le coût prévisionnel des travaux est égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux par le maître d'ouvrage. Il n'est pas conclu d'avenant.

Si le coût prévisionnel des travaux (CPT) proposé par le maître d'œuvre est supérieur à l'enveloppe financière prévisionnelle C0 assortie du taux de tolérance T01 fixé à l'AE (de 2.5 %) le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière. (A minima 1 mois) Si le maître d'œuvre ne parvient pas à rendre le projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle dans ce délai, il encourt la **pénalité prévue à l'article 6 du présent document** jusqu'à la fourniture d'un projet compatible avec l'enveloppe financière.

En cas de refus ou d'impossibilité de rendre le projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du maître d'œuvre.

Lorsque le coût prévisionnel des travaux (CPT) proposé par le maître d'œuvre aux études APD et accepté par le maître d'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant arrête le coût prévisionnel des travaux (CPT) sur lequel s'engage le maître d'œuvre et fixe le forfait définitif de rémunération. Le forfait définitif de rémunération est alors établi dans les conditions suivantes :

$$\text{Forfait définitif de rémunération} = t0 * (CPT + 2 * (C0 - CPT))$$

5.2.c) Coût de référence des travaux (CRT)

L'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux (CPT) est vérifié sur la base du montant des offres reçues. Lorsque le maître d'ouvrage a reçu les offres des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût de référence des travaux (montants des offres susceptibles d'être

considérées comme les offres économiquement les plus avantageuses) en le ramenant au mois de remise, au maître d'ouvrage, du coût prévisionnel des travaux, par application de l'index T01 (montant des offres * (T01 mois zéro du marché de maîtrise d'œuvre/T01 mois zéro des offres).

Le coût de référence des travaux est assorti d'un taux de tolérance T01.

Si le coût de référence des travaux est supérieur au coût prévisionnel (C0) assorti d'un taux de tolérance **T01 fixé à l'AE (de 2.5%)**, le maître d'ouvrage peut déclarer une ou les consultations de travaux infructueuses et demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire dans le cas où le dépassement lui est imputable, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire au respect du seuil de tolérance. Le maître d'œuvre fait des propositions dans ce sens au maître d'ouvrage **dans un délai de 15 jours suivant la demande.**

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 30 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou d'engager une nouvelle négociation.

Si, à l'issue de la nouvelle mise en concurrence ou d'une nouvelle négociation, le coût de référence des travaux demeure supérieur au seuil de tolérance, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- soit d'appliquer une pénalité calculée selon la formule suivante : $0,08 * (CRT - T01 * CPT)$;
- soit de résilier le marché sans indemnité s'il n'accepte pas de réévaluer le coût prévisionnel des travaux.

Si le dépassement du seuil de tolérance n'est aucunement imputable au maître d'œuvre et que le maître d'ouvrage lui demande de reprendre ses études, le maître d'œuvre a droit à une rémunération supplémentaire, calculée sur la base de la décomposition globale et forfaitaire.

Si le coût de référence des travaux est supérieur au coût prévisionnel (C0) assorti d'un taux de tolérance T01, le maître d'ouvrage peut décider de ne pas déclarer une ou les consultations de travaux infructueuses, de ne pas demander la reprise des études. Dans ce cas, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- soit d'appliquer une pénalité calculée selon la formule suivante : $2 * t * (CRT - T01 * CPT)$;
- soit de résilier le marché sans indemnité s'il n'accepte pas de réévaluer le coût prévisionnel des travaux.

5.2.d) Coût total définitif des travaux (CTD) après achèvement de l'ouvrage

L'engagement du maître d'œuvre sur le coût total définitif des travaux est vérifié après l'exécution complète des travaux.

Le maître d'œuvre établit le coût de réalisation des travaux hors coûts non imputables au maître d'œuvre. La comparaison entre le coût total définitif des travaux et le coût de référence des travaux est réalisé en ramenant le coût total définitif des travaux au mois zéro du premier marché de travaux par application de l'index de révision : TP02.

Le coût total définitif des travaux est assorti d'un taux de tolérance T02. Si le coût total définitif des travaux dépasse le coût de référence des travaux assorti d'un taux de tolérance T02, la rémunération du maître d'œuvre est réduite dans les conditions définies ci-après :

Montant de la réduction = $2 \times (CTD - CRT \times T02) \times t$, dans les limites réglementaires (15% du montant de la rémunération des éléments de missions VISA, DET, AOR).

5.3 - Variation des prix

Les prix du marché sont fermes de la notification du marché jusqu'à la validation de l'APD, puis révisibles mensuellement à compter de la mission PRO.

Les honoraires sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) * [0,15 + 0,85 \times \text{ING}(m)/\text{ING}(o)]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix de la rémunération définitive
- ING(o) : dernier index connu le mois de la remise des offres
- ING(m) : dernier index connu le mois de réalisation des prestations

Le mois appelé « Mois zéro » (Mo) correspond au mois de la remise de l'offre.

L'indice utilisé est : Index « Ingénierie » (code INSEE : 001711010)

Le coefficient comporte trois décimales et est arrondi au centième supérieur.

Le détail de la révision de prix doit apparaître sur chaque facture.

5.4 - Avance

5.4.a) Avance versée au maître d'œuvre

Une avance est accordée au maître d'œuvre dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et **l'acte d'engagement**, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Son montant est calculé, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies par le Code de la commande publique **et l'acte d'engagement**.

L'avance est remboursée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteint soit « 80% - taux de l'avance » soit 65% (avancement dénommé MIN) et jusqu'à 80% (avancement dénommé MAX) du montant initial tel que **précisé dans l'acte d'engagement**. L'avance remboursée est calculée selon la formule :

$$\text{« montant de l'avance } \times (\% \text{ avancement des prestations} - \text{MIN}) / (\text{MAX} - \text{MIN}) \text{ ».}$$

Le remboursement de l'avance s'effectue, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues au titulaire ou à chaque sous-traitant.

5.4.b) Les avances versées aux sous-traitants

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande dans les mêmes conditions que celles applicables au maître d'œuvre.

Il est également tenu de fournir une attestation sur l'honneur de la catégorie d'appartenance de son entreprise au sens de l'article 3 du décret n° 2008- 1354 du 18 décembre 2008 relatif aux critères permettant de déterminer la catégorie d'appartenance d'une entreprise pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le mandataire ou le cotraitant du marché de maîtrise d'œuvre a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande ou non une avance, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

5.5 - Modalités de règlement

5.5.a) Lutte contre les fraudes aux faux ordres de virement

Les coordonnées bancaires utilisées pour le paiement du marché sont indiquées dans l'acte d'engagement, que le règlement s'effectue sur un compte unique (titulaire non membre d'un groupement ou groupement sans individualisation des prestations) ou sur des comptes séparés (cotraitants en groupement avec individualisation des prestations).

Dans le cadre de la procédure de lutte contre les fraudes aux faux ordres de virement, le maître d'ouvrage peut contacter le maître d'œuvre afin de vérifier l'effectivité des coordonnées bancaires en sa possession ou d'authentifier les demandes de paiement reçues. Ce contact s'effectue par l'intermédiaire du référent administratif et financier désigné par le maître d'œuvre et/ou par l'intermédiaire du standard téléphonique du maître d'œuvre (procédure dite de contre-appel).

Les coordonnées bancaires ne peuvent être modifiées que par le référent administratif et financier désigné à l'acte d'engagement selon la procédure qui y est définie.

5.5.b) Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours **selon les dispositions de l'article R2192-12** du Code de la commande publique.

5.5.c) Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus **selon les dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique** fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5.5.d) Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont exemptes de toute rectification ou rature.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur **le portail de facturation Chorus Pro** <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique . Identifiant de la structure publique (SIRET) : 265 906 842 00017

5.5.e) Acomptes

Calcul du montant dû pour les éléments de mission réglementaires de maîtrise d'œuvre :

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission et dans la limite de l'échéancier suivant :

Élément de mission	Échéancier
ESQ	
Etudes d'Avant-projet sommaire (APS)	50% à la remise de l'APS 50% à la validation de l'APS
Etudes d'Avant-projet définitif (APD)	50% à la remise de l'APD 50% à la validation de l'APD
Dépôt du PC	50% au dépôt de PC 30% à l'obtention du PC 20% à l'expiration des délais de recours et de retraits
Études de projet (PRO)	50% à la remise du PRO 50% à la validation du PRO
Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)	60% après approbation des documents de la consultation des entrepreneurs par le MOA 40% après approbation des mises au point des offres des entreprises attributaires par le MOA

Direction de l'exécution des travaux (DET)	85% en fonction de l'avancement des travaux et proportionnellement au montant des travaux payés, 15% à la date de réception par le Maître de l'ouvrage, des projets de décomptes finaux des entrepreneurs et après traitement des réclamations éventuelles des entrepreneurs
Examen de la conformité des études d'exécution au projet et leur visa (VISA)	Vérification des études d'exécution (VISA) : 85% à la date de réception par le MOA, d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution et plans de synthèse à remettre par les entrepreneurs et présentés au visa du Maître d'œuvre. 15% à la date réception par le MOA, du document susvisé, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le Maître d'œuvre et par le Contrôleur technique, accompagnés des justificatifs nécessaires.
Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)	20% à la date de la réception - 30% si sans réserve 10% à la date de levée des réserves 30% à la date de réception par le MOA du dossier des ouvrages exécutés 20% à la date de réception par le MOA du projet de décompte général 20% à la date d'expiration du délai de garantie de parfait achèvement

Calcul du montant dû pour les missions complémentaires :

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission et dans la limite de l'échéancier suivant :

Élément de mission	Échéancier
OPC	100% à l'avancement
CSSI	10% à la remise de l'APS 10% à la remise de l'APD 10% à la remise du PRO 40% à l'avancement des travaux 10% à réception du PV de réception technique 10% à la remise du DOE vérifié 10% à l'issue de la visite de sécurité

5.5.f) Demande de paiement finale et Décompte général des éléments de mission réglementaires

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'œuvre transmet sa demande de paiement finale au maître d'ouvrage après l'achèvement des éléments de mission réglementaires de maîtrise d'œuvre pour ces éléments de mission, dans un délai de 30 jours à compter de la date de fin de la période de garantie de parfait achèvement. Le projet de décompte final établit le montant total des sommes auquel le maître d'œuvre prétend du fait de l'exécution des éléments de mission réglementaires.

Par dérogation à l'article 11.8.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le marché ne peut pas donner lieu à l'établissement d'un décompte général définitif tacite : le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général établi et signé par le maître d'œuvre pour notifier le décompte général à ce dernier. À défaut, le maître d'œuvre adresse au représentant du maître d'ouvrage une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au maître d'œuvre du décompte général signé par le représentant du maître d'ouvrage, dans le délai de trente jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le maître d'œuvre à saisir le tribunal administratif compétent dans un délai de 6 mois à compter de l'expiration de la mise en demeure.

Par dérogation à l'article 11.8.6 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage notifie au maître d'œuvre le montant des révisions de prix au plus tard 30 jours après la publication des indices ou index de référence permettant la révision du solde.

5.5.g) Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 6 - PENALITES

Le présent article **déroge à l'article 16 du CCAG Maîtrise d'œuvre**.

Les pénalités sont appliquées selon l'un des 2 modes suivants :

- Soit après invitation adressée au maître d'œuvre de présenter des observations, **selon les modalités prévues par l'article 16.2.4 du CCAG Maîtrise d'œuvre**; les échanges ont lieu par mail ;
- Soit sans invitation adressée au maître d'œuvre, par constat du représentant dans l'exécution du marché.

A la fin de chaque mission, un état des pénalités relatif aux pénalités à appliquer est adressé au maître d'œuvre. En cas de groupement, le mandataire fournit au maître d'ouvrage la répartition des pénalités entre les membres du groupement dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette notification ; à défaut, les pénalités sont déduites des sommes dues au mandataire.

Les pénalités sont imputées par le maître d'ouvrage sur le montant de la demande de paiement du maître d'œuvre suivant la constatation du manquement. Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au maître d'œuvre ne permet pas de compenser le montant des pénalités, le montant résiduel est, au choix du maître d'ouvrage, par dérogation au principe d'unicité et d'indivisibilité du décompte :

- Soit reporté par déduction sur les demandes de paiement suivantes ;
- Soit remboursé sur ordre de recette émis par le maître d'ouvrage et valant titre exécutoire.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Par dérogation à l'article 16 du CCAG Maîtrise d'œuvre, aucune exonération de pénalité ne bénéficie au maître d'œuvre et le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Pour être considéré comme recevable, le document / livrable doit être complet et en qualité, conforme aux prescriptions contractuelles. A défaut, les pénalités ci-dessous pourront être appliquées jusqu'à remise d'un document / livrable complet et conforme.

Document ou fait pénalisable	Délai de remise	Invitation à présenter des observations en cas de retard	Montant de la pénalité
Toute mission			
Non-respect de la procédure de remplacement des personnes chargées de la bonne exécution des prestations (art. 5 de l'AE)		non	1 000 € par manquement constaté
Absence non justifiée aux réunions à laquelle le maître d'œuvre est expressément convoqué, un retard de plus de 30 minutes étant considéré comme une absence.	Sans objet	non	500 € par manquement constaté
Rédaction des comptes rendus de réunions (hors réunions de chantier)	3 jours ouvrés après la date de la réunion	oui	500 € par jour calendaire de retard pour chaque document
Communication réalisée sans autorisation écrite (art. 10 du Cahier des Clauses Particulières)	Sans objet	non	2 500 € pour chaque communication
Remise de tout élément demandé par le maître d'ouvrage et non listé ailleurs au présent article	Fixé lors de la demande ou dans le marché	oui	1 000 € par jour calendaire de retard pour chaque élément
Intervention d'un sous-traitant non agréé (expressément ou tacitement) par le maître d'ouvrage	Dans les délais légaux	non	1 000 € par jour calendaire de retard à compter du constat par le maître d'ouvrage
Études d'Avant-projet sommaire (APS)			
Dossier d'études complet	7 semaines	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Études d'avant-projet définitif (APD)			
Dossier d'études complet	8 semaines	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Reprise visant à rendre le projet compatible avec l'enveloppe financière prévisionnelle	Après dépassement du délai fixé par le maître d'ouvrage	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Tout dossier d'autorisation	2 semaines , le cas échéant la date sera indiquée dans l'OS	non	1 000 € par jour calendaire de retard

Études de projet (PRO)			
Dossier d'études complet	12 semaines , le cas échéant la date sera indiquée dans l'OS	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Assistance pour la passation des marchés publics de travaux (ACT)			
Dossier de consultation des entreprises (DCE) finalisé	2 semaines , le cas échéant la date sera indiquée dans l'OS	non	1 000 € par jour calendaire de retard pour chaque DCE
DCE modifié en cas de relance de la procédure initiale	dans le délai fixé au marché (art. 5.2 du Cahier des Clauses Particulières)	non	1 000 € par jour calendaire de retard pour chaque DCE
Réponses aux questions posées par les entreprises en cours de consultation	3 jours ouvrés après la réception des questions	non	500 € par jour calendaire de retard pour chaque liste de questions
Analyse des candidatures et des offres	30 jours calendaires à compter de la réception des offres par le maître d'œuvre	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Élaboration des documents pendant la phase de négociation	5 jours calendaires à compter de la demande du représentant dans l'exécution du marché	non	1 000 € par jour calendaire de retard pour chaque document
Mise au point du marché	5 jours calendaires à compter de la date d'attribution du marché	oui	1 000 € par jour calendaire de retard
Vérification des études d'exécution (VISA)			
VISA sur un document	10 jours ouvrés à compter de la réception par le maître d'œuvre	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Direction de l'exécution des marchés de travaux (DET)			
Absence de tenue d'une réunion de chantier hebdomadaire à minima	Selon la périodicité fixée à l' art. 7.2.3 du Cahier des Clauses Particulières		500 € par réunion non tenue
Rédaction et diffusion des comptes rendus des réunions ou des visites de chantier	2 jours ouvrés après la date de la réunion	non	500 € par jour calendaire de retard pour chaque document
Vérification des projets de décompte mensuel et transmission au représentant dans l'exécution du marché des états d'acompte mensuels	Dans le délai fixé à l' article 5.4 du Cahier des Clauses Particulières	non	1 000 € par jour calendaire de retard pour chaque document
Vérification du projet de décompte final et transmission au représentant dans l'exécution du marché du projet de décompte général	Dans le délai fixé à l' article 5.3 du Cahier des Clauses Particulières	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Analyse détaillée et justifiée des mémoires en réclamation	15 jours calendaires à compter de la réception	non	1 000 € par jour calendaire de retard

	du mémoire en réclamation par le maître d'œuvre		pour chaque mémoire
Non respect des délais fixés au CCAG Travaux ne faisant pas l'objet d'une autre pénalité			1 000 € par jour calendaire de retard
Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)			
Etablissement des PV des OPR (EXE4)	Selon le délai fixé au CCAG Travaux	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Proposition de réception au maître d'ouvrage (EXE5)	Selon le délai fixé au CCAG Travaux	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Proposition de levée des réserves au maître d'ouvrage (EXE9)	5 jours calendaires suivant la date du PV de levée des réserves	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Analyse des désordres signalés par le maître d'ouvrage en cours de GPA	10 jours calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Validation et remise du DOE maîtrise d'œuvre au représentant dans l'exécution du marché	30 jours au plus tard avant la date d'achèvement des travaux	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Validation et remise du DOE entrepreneurs au représentant dans l'exécution du marché	30 jours calendaire après la date de réception des travaux	non	1 000 € par jour calendaire de retard
Dépassement du délai de livraison des ouvrages prévu aux marchés de travaux	10 jours calendaires à compter de la demande du maître d'ouvrage	oui	200 € par jour calendaire de retard

Document	Invitation à présenter des observations en cas de retard	Montant de la pénalité
Défaut de transmission des attestations d'assurance	oui	100 € par jour calendaire de retard
Non respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail (hébergement collectif)	oui	50 € par jour calendaire pour chaque salarié concerné
Absence de production de la déclaration de détachement	oui	1 000 € par salarié détaché, que le salarié soit détaché par le titulaire ou par un sous-traitant accepté

Article 7 - CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS : opérations de vérification, admission, ajournement, réfaction et rejet

Le représentant dans l'exécution du marché procède aux opérations de vérification quantitative puis qualitative.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage n'avise pas le maître d'œuvre des jours et heures fixés pour les vérifications et le maître d'œuvre n'est pas convié aux opérations de vérification.

Chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre listé ci-dessous fait l'objet d'opérations de vérification et donne lieu à une décision dans les délais suivants :

Élément de mission réglementaire ou mission complémentaire	Délai pour notifier la décision suite aux opérations de vérification	Acte valant décision d'admission
Diagnostic (DIA)	1 mois	Ordre de service
Études d'avant-projet sommaire (APS)	Délai fixé au CCAG Maîtrise d'œuvre : 2 mois	Ordre de service
Études d'avant-projet définitif (APD)	Délai fixé au CCAG Maîtrise d'œuvre : 2 mois	Ordre de service
Études de projet (PRO)	Délai fixé au CCAG Maîtrise d'œuvre : 2 mois	Ordre de service
Établissement des dossiers réglementaires et assistance au cours des procédures	Délai fixé au CCAG Maîtrise d'œuvre : 2 mois	Obtention des autorisations
Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	1 mois	Ordre de service

Les éléments de mission réglementaires et les missions complémentaires non listés dans les tableaux ci-dessus ne font l'objet ni des opérations de vérification ni de la décision prévues aux articles 20 et suivants du CCAG Maîtrise d'œuvre.

Si une décision d'admission est prise avec observations, elle précise, le cas échéant, dans quel élément de mission le maître d'œuvre doit les avoir intégrées. Cette intégration constitue une condition de l'admission de cet élément de mission, sauf à ce que le maître d'ouvrage en décide différemment.

Si le maître d'ouvrage prend une décision d'ajournement, le maître d'œuvre s'engage à communiquer au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des documents d'études.

Par dérogation à l'article 21.3 du CCAG Maîtrise d'œuvre (réfaction), le silence du maître d'ouvrage suite à la réception des observations du maître d'œuvre vaut refus de ces observations. L'admission est alors réputée être prise avec réfaction de prix.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG Maîtrise d'œuvre (rejet), le silence du maître d'ouvrage suite à la réception des observations du maître d'œuvre vaut refus de ces observations. La décision est alors réputée être une décision de rejet.

Si le maître d'ouvrage prend une décision de rejet, cette dernière fixe le délai dont dispose le maître d'œuvre pour exécuter à nouveau la prestation. Afin de faciliter le respect de ce délai, le maître d'œuvre s'engage à communiquer au maître d'ouvrage, au fur et à mesure de leur élaboration et sur simple demande de sa part, les versions intermédiaires des documents d'études.

Par dérogation à l'article 21.4.2. du CCAG Maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas résilier le marché dans le cas où il a prononcé 2 rejets successifs.

Article 8 - ASSURANCES

8.1 - Concernant le titulaire

Le titulaire doit contracter **les assurances Responsabilité civile professionnelle et Responsabilité civile décennale conformément aux articles 9.1.1 et 9.1.2 du CCAG MOE.**

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

8.2 - Concernant le maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage contractera les assurances obligatoires nécessaires à l'opération (Dommages-Ouvrages).

Le maître de l'ouvrage ou son mandataire se réserve le droit, sans y être tenu, de souscrire, tant à son profit qu'à celui éventuellement de l'ensemble des locataires d'ouvrage : Une police de Type Tous Risques Chantier (TRC) garantissant les dommages matériels aux ouvrages en cours de construction.

La police comportera une franchise qui, en cas de sinistre, sera supportée intégralement par l'intervenant responsable de celui-ci ou, en cas de pluralité de responsables, au prorata des responsabilités déterminées. S'agissant du versement des indemnités au titre de la police Tous Risques Chantier, il est d'ores et déjà expressément convenu, que les indemnités seront versées par l'assureur au seul Maître de l'Ouvrage à charge pour lui de les verser ensuite aux constructeurs concernés sur présentation des situations de travaux de réparation ou de reconstruction correspondantes validées par le Maître d'œuvre.

Par ailleurs, et s'il y a lieu (chantiers supérieurs à 15 Millions d'euros HT), le Maître d'Ouvrage ou son mandataire souscrira pour le compte des constructeurs traitant avec le maître de l'ouvrage,

une police RC décennale collective tel que visé par les articles R 243-1 et s, dénommée communément, Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD).

Article 9 - CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNES A CARACTERE PERSONNEL

9.1 - Obligation de confidentialité

De façon générale, le maître d'œuvre reconnaît être tenu à une obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, offres, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de sa mission.

Tous les renseignements et documentations portés à la connaissance du maître d'œuvre au cours de l'exécution du marché revêtent un caractère strictement confidentiel. Le maître d'œuvre s'engage à en respecter la confidentialité absolue, à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre s'engage à ce que, pendant la durée et à l'issue du marché et les dix (10) années qui s'ensuivront, les informations confidentielles reçues du maître d'ouvrage :

- soient traitées avec la même précaution que lui-même porte à la préservation de ses propres informations confidentielles et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui du marché. Les informations orales confidentielles transmises au maître d'œuvre doivent conserver leur caractère oral, et le maître d'œuvre ne peut en aucun cas en faire état auprès de tiers ni les divulguer. Le maître d'œuvre s'engage à restituer à première demande du maître d'ouvrage tous documents ou autres supports contenant des informations confidentielles, que le maître d'ouvrage aurait été amené à lui remettre dans le cadre de l'exécution du présent marché ainsi que toutes les reproductions.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique, le maître d'œuvre doit informer le maître d'ouvrage de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

De manière exceptionnelle, le titulaire peut réaliser des communications sur les prestations qu'il réalise dans le cadre du marché après autorisation écrite du maître d'ouvrage, ce dernier se réservant le droit d'en faire modifier le contenu ou d'interdire la communication. En cas de non-respect de cette obligation, la pénalité **prévue au présent Cahier des Clauses Particulières** s'applique.

9.2 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le maître d'œuvre est autorisé à traiter pour le compte du maître d'ouvrage les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché dans les conditions prévues ci-dessous.

Le maître d'œuvre se déclare informé de toutes les obligations et règles découlant du Règlement (UE) 2016/679 du 27/04/2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement RGPD) qui lui sont opposables dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le maître d'œuvre (désigné sous le terme "sous-traitant" au sens du règlement (UE) 2016/679 du 27/04/2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit Règlement RGPD) s'engage à effectuer pour le compte du

maître d'ouvrage (désignée sous le terme "responsable de traitement" au sens du Règlement RGPD) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après dans le respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour le(les) seule(s) finalité(s) objet du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions documentées du maître d'ouvrage. Si le maître d'œuvre considère qu'une instruction constitue une violation de la réglementation en vigueur, il en informe immédiatement le maître d'ouvrage. En outre, si le maître d'œuvre est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit en informer le maître d'ouvrage avant le traitement ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- Mettre à disposition du maître d'ouvrage la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le maître d'ouvrage ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- Fournir, le cas échéant, au maître d'œuvre les données à caractère personnel objet du traitement ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le maître d'œuvre ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par la réglementation en vigueur sur la protection des données de la part du maître d'œuvre ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections et auprès du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le maître d'ouvrage de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le maître d'ouvrage n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours prévu à l'article R. 2193-4 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions du maître d'ouvrage. Il appartient au maître d'œuvre de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le maître d'œuvre demeure pleinement responsable devant le maître d'ouvrage de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Droit d'information des personnes concernées :

Le maître d'œuvre, au moment de la collecte de données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec le maître d'ouvrage avant la collecte des données.

Le maître d'œuvre doit aider le maître d'ouvrage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le maître d'œuvre doit répondre, au nom et pour le compte du maître d'ouvrage et dans les délais prévues par la réglementation en vigueur sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet du présent marché.

Notification des violations de données à caractère personnel :

- Le maître d'œuvre notifie au maître d'ouvrage, par mail, toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au maître d'ouvrage, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente, et doit notamment comprendre :
- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel et, si possible, le nombre approximatif de personnes concernées ;
- La description des conséquences de la violation de ces données ;
- La description des mesures pour y remédier.

Aide du maître d'œuvre dans le cadre du respect par le maître d'ouvrage de ses obligations :

Le maître d'œuvre aide le maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Mesures de sécurité :

Le maître d'œuvre s'engage à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Le maître d'œuvre s'engage notamment à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés ;
- Ne pas utiliser les données, documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données, documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché ;
- Prendre, le cas échéant, toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du marché ;
- Rappeler, au besoin par écrit, à son personnel – salariés et collaborateurs – le caractère secret des données qu'ils auront à traiter dans le cadre du présent marché et rappeler, à cette occasion, l'obligation au secret à laquelle ils sont engagés dans le cadre des missions qui leur sont confiées, conformément aux engagements définis au marché ;

- Mettre en place une politique globale (protection de son réseau informatique ; gestion des mots de passe du personnel ; profils d'habilitation du personnel ; pseudonymisation, chiffrement et sauvegarde des données) de nature à assurer la sécurité des données.

Sort des données :

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement des données, le maître d'ouvrage indique au maître d'œuvre le sort à réserver aux données : destruction, renvoi au maître d'ouvrage ou à une autre personne désignée par lui.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du maître d'œuvre. Une fois détruites, le maître d'œuvre doit justifier par écrit de la destruction.

Délégué à la protection des données :

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement :

Le maître d'œuvre déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du maître d'ouvrage comprenant :

- Le nom et les coordonnées du maître d'ouvrage pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitement effectuées pour le compte du maître d'ouvrage ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts **visés à l'article 49 §1 alinéa 2 du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;**
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris, entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 10 - RESPECT DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Les dispositions du CCAG Maîtrise d'œuvre s'appliquent.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, si le maître d'ouvrage demande des modifications pour se conformer aux règles nouvelles, il n'est pas conclu, **par dérogation à l'article 6.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre**, d'avenant dans le cas où cette évolution n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché.

10.1 - Dispositif de vigilance : respect des dispositions sur le détachement de salariés, l'interdiction du travail dissimulé et l'emploi de salariés étrangers

Si le maître d'œuvre établi à l'étranger détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français, il s'engage à produire, **en application des articles L. 1262-4-1 et R. 1263-12 du Code du travail**, avant le début de chaque détachement les deux documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice SIPSI,
- Une copie du document désignant le représentant du titulaire sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec l'administration française.

À défaut de produire la déclaration de détachement, le maître d'ouvrage met en demeure le maître d'œuvre de le faire dans un délai fixé. La mise en demeure restant infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse réclamer aucune indemnité, dans les conditions fixées au marché.

Si un sous-traitant accepté détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français, il produit au maître d'ouvrage, en application de l'article L. 1262-4-1 du Code du travail, une copie de la déclaration de détachement. La même obligation pèse sur l'entreprise exerçant une activité de travail temporaire établie hors de France avec laquelle le maître d'œuvre ou un sous-traitant accepté a contracté.

Par ailleurs, le maître d'œuvre s'engage à fournir, tous les 6 mois à compter de la date de signature du présent marché par le maître d'ouvrage, les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail (respect des dispositions législatives sur l'interdiction du travail dissimulé). Ces documents sont à remettre soit par mail, soit sur support papier sur le profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

À défaut de respecter cette obligation, le maître d'ouvrage met en demeure le maître d'œuvre de l'exécuter dans un délai fixé. La mise en demeure restant infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du maître d'œuvre sans que celui-ci puisse réclamer aucune indemnité, dans les conditions fixées au marché.

Le maître d'œuvre s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les mêmes pièces.

10.2 - Dispositif d'alerte dans le cadre du travail dissimulé

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 8222-6 du Code du travail, un agent de contrôle informe le maître d'ouvrage que le maître d'œuvre ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le maître d'ouvrage met en demeure le maître d'œuvre de faire cesser cette situation et d'en apporter la preuve. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour répondre au maître d'ouvrage en application de l'article R. 8222-3 et d'un délai de 2 mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues au marché.

10.3 - Dispositif d'alerte dans le cadre de l'emploi de salariés étrangers

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 8254-2-1 du Code du travail, le maître d'ouvrage est informé que le maître d'œuvre ou un sous-traitant direct ou indirect emploie un étranger sans titre, le maître d'ouvrage met en demeure le maître d'œuvre de faire cesser cette situation. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues au marché.

10.4 - Dispositif d'alerte dans le cadre du paiement des salaires

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 1262-4-3 du Code du travail, le maître d'ouvrage est informé que le maître d'œuvre ou un sous-traitant direct ou indirect ou un cocontractant d'un sous-traitant ne paye pas ou paye un salarié détaché au sens de l'article L. 1261-3 du Code du travail à un salaire inférieur au salaire minimum légal ou conventionnel, le maître d'ouvrage le met en demeure, ainsi que le cas échéant le donneur d'ordre immédiat de ce dernier, de faire cesser sans délai cette situation. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues au marché.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 3245-2 du Code du travail, le maître d'ouvrage est informé que le maître d'œuvre ou un sous-traitant direct ou indirect ne paye pas ou paye un salarié à un salaire inférieur au salaire minimum légal ou conventionnel, le maître d'ouvrage le met en demeure de faire cesser cette situation. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues au marché.

10.5 - Dispositif d'alerte dans le cadre de l'hébergement collectif de salariés incompatible avec la dignité humaine

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 4231-1 du Code du travail, le maître d'ouvrage est informé que le maître d'œuvre ou un sous-traitant direct ou indirect héberge des salariés dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine, le maître d'ouvrage le met en demeure de faire cesser cette situation. Si la mise en demeure n'est pas suivie d'effet, il est appliqué la pénalité prévue au présent **Cahier des Clauses Particulières** et le marché peut être résilié pour faute dans les conditions prévues au marché.

10.6 - Dispositif d'alerte dans le cadre de l'application de la législation du travail par les sous-traitants

Si dans le cadre du dispositif d'alerte de l'article L. 8281-1 du Code du travail, le maître d'ouvrage est informé qu'un sous-traitant ne respecte pas les dispositions légales et stipulations conventionnelles applicables à ses salariés dans les matières listées à l'article L. 8281-1 du Code du travail, le maître d'ouvrage le met en demeure de faire cesser cette situation.

Article 11 - RESILIATION – ARRET DES PRESTATIONS

11.1 - Résiliation

Les dispositions du CCAG Maîtrise d'œuvre relatives à la résiliation s'appliquent.

De plus, le représentant du maître d'ouvrage peut également résilier le marché pour faute du maître d'œuvre, après mise en demeure de ce dernier, **dans les hypothèses prévues aux articles L. 2195-1 et suivants du Code de la commande publique.**

Par dérogation à l'article 32.2.2.4 du CCAG Maîtrise d'œuvre, le montant de l'indemnité ne fait pas l'objet d'une révision.

Par dérogation à l'article 32.5 du CCAG Maîtrise d'œuvre, en cas de résiliation aux frais et risques, le décompte de résiliation est notifié au maître d'œuvre dans un délai de 2 mois à compter du règlement définitif du ou des nouveau(x) marché(s) passé(s) pour l'achèvement de l'exécution des prestations.

11.2 - Arrêt de l'exécution des prestations à l'issue d'une partie technique

Le représentant du maître d'ouvrage peut décider, au terme de chaque partie technique **définie à l'article 2 du présent Cahier des Clauses Particulières**, soit de sa propre initiative, soit à la demande du maître d'œuvre, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations est prise par le représentant du maître d'ouvrage et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Le décompte de résiliation est établi dans les conditions de **l'article 32 du CCAG Maîtrise d'œuvre**.

11.3 - Litiges et règlement des différends

Les correspondances et documents relatifs au marché sont rédigés en français.

En cas de litige dont l'issue est incertaine et qui est né de difficultés d'exécution du marché, les parties se réservent le droit de conclure une transaction.

Seul le dossier original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait foi.

En cas de contentieux, la loi française est applicable et seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.